



CHAPITRE 84

Loi modifiant la charte de la cité de Saint-Jérôme

[Sanctionnée le 23 février 1956]

CHAPTER 84

An Act to amend the charter of the city of Saint-Jérôme

[Assented to, the 23rd of February, 1956]

Préambule.

ATTENDU que la cité de Saint-Jérôme, dans le comté de Terrebonne, a, par sa pétition, représenté qu'il est nécessaire de modifier sa charte, la loi 14 George VI, chapitre 103, modifiée par la loi 14-15 George VI, chapitre 79, par la loi 15-16 George VI, chapitre 77, et par la loi 2-3 Elisabeth II, chapitre 77, afin de lui accorder de nouveaux pouvoirs pour la bonne administration des affaires de la cité;

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la demande contenue dans ladite pétition;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

S.R.,
c. 233,
a. 426,
am. pour
la cité.

1. L'article 426 de la Loi des cités et villes, modifié pour la cité, par l'article 40 de la loi 14 George VI, chapitre 103, est de nouveau modifié, pour la cité, en ajoutant, après le paragraphe 1^og, le paragraphe suivant:

Règlement
modifié.

"1^h Sans autre formalité que l'approbation du conseil municipal et du ministre des affaires municipales et la publication du règlement en la manière ordinaire, un règlement qui a été ou sera adopté en vertu du paragraphe 1^o, pourra être modifié quant aux arrondissements ou zones pour en changer les limites et les diviser."

Preamble.

WHEREAS the city of Saint-Jérôme, in the county of Terrebonne, has, by its petition, represented that it is necessary that its charter, the act 14 George VI, chapter 103, as amended by the act 14-15 George VI, chapter 79, by the act 15-16 George VI, chapter 77, and by the act 2-3 Elizabeth II, chapter 77, be amended for the purpose of granting it new powers for the good administration of the affairs of the city;

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 426 of the Cities and Towns Act, amended for the city, by section 40 of the act 14 George VI, chapter 103, is again amended, for the city, by adding, after paragraph 1g, the following paragraph:

R.S.,
c. 233,
s. 426,
am. for
city.

"1^h. Without other formality than the approval of the municipal council and of the Minister of Municipal Affairs, and the publishing of such by-law in the ordinary manner, a by-law that has been or will be adopted under paragraph 1, may be amended as to the districts or zones in order to change the limits thereof or divide the same."

By-law
amended.

S.R.,
c. 233,
a. 427,
am. pour
la cité.

Égouts
privés.

Disposi-
tifs de
sûreté.

S.R.,
c. 233,
a. 429,
am. pour
la cité.

Trottoirs.

2. L'article 427 de la Loi des cités et villes, modifié pour la cité, par l'article 42 de la loi 14 George VI, chapitre 103, est de nouveau modifié, pour la cité, en remplaçant le paragraphe 26°, par le suivant: "26° Pour décréter quand et où les égouts privés peuvent ou doivent être faits, pour prescrire la manière de construire les canalisations et les matériaux à employer pour leur construction, la municipalité les construisant elle-même de la ligne de la propriété riveraine jusqu'à l'égout public et pour en répartir les frais de construction sur les propriétaires et pour exiger un dépôt si la cité le juge à propos.

Pour obliger tout propriétaire d'immeubles à y installer une soupape ou autre dispositif de sûreté afin d'empêcher tout refoulement des eaux d'égout. La municipalité n'est pas responsable de dommages provenant d'inondations occasionnées par le défaut d'installation de soupapes ou autres dispositifs de sûreté selon un règlement fait en vertu du présent paragraphe;"

3. Le paragraphe 3° de l'article 429 de la Loi des cités et villes, remplacé pour la cité, par l'article 43, paragraphe *a* de la loi 14 George VI, chapitre 103, et de nouveau remplacé, pour la cité, par l'article 3 de la loi 2-3 Elizabeth II, chapitre 77, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

"3° Pour obliger les propriétaires de terrains situés sur une rue, une place, une voie de communication ou un chemin public, établis dans la municipalité, à faire et /ou refaire et /ou réparer et /ou entretenir sur ces rue, place, voie de communication ou chemin public adjacents à leur propriété, ou du côté opposé de la rue, de la place, de la voie de communication ou du chemin public, des trottoirs en bois, en pierre ou autres matériaux, dans toute la municipalité ou dans une partie seulement; et pour déterminer la manière de faire et /ou refaire et /ou réparer et /ou entretenir ces trottoirs, et même pour les faire, et /ou les refaire et /ou les réparer et /ou les entretenir aux frais de la municipalité, en tout ou en partie, et même en avançant les frais en tout ou en partie aux propriétaires,

2. Section 427 of the Cities and Towns Act, amended for the city, by section 42 of the act 14 George VI, chapter 103, is again amended, for the city, by replacing paragraph 26, by the following:

"26. To enact when and where private drains may or must be made, to prescribe the manner of constructing the drains and the materials to be used in their construction, the municipality itself making the same from the line of the bordering lot to the public sewer, and to assess the cost of construction against the owners and to require a deposit if the city deems it proper.

To oblige every owner of an immovable to instal a check-valve or other safety device therein in order to prevent any back-flow of sewage. The municipality shall not be liable for damages from flooding occasioned through failure to instal check-valves or other safety devices pursuant to a by-law made under this paragraph 26;"

3. Paragraph 3 of section 429 of the Cities and Towns Act, as replaced for the city, by section 43, paragraph *a* of the act 14 George VI, chapter 103, and again replaced, for the city, by section 3 of the act 2-3 Elizabeth II, chapter 77, is again replaced, for the city, by the following:

"3. To oblige the owners of land situated on any street, square or public thoroughfare or road, established in the municipality, to make and /or remake and /or repair and /or maintain on such street, square, public thoroughfare or road adjacent to their property, or on the opposite side of the street, square, public thoroughfare or road, sidewalks of wood, stone or other material, either throughout the whole municipality or only through a part thereof; and to determine the manner of making and /or remaking and /or repairing and /or maintaining such side-walks, and even make and /or remake and /or repair and /or maintain them at the expense of the municipality in whole or in part, and even by advancing the cost thereof in whole or in part to proprietors, upon reimbursement with interest on cer-

R.S.,
c. 233,
s. 427,
am. for
city.

Private
drains.

Safety
devices.

R.S.,
c. 233,
s. 429,
am. for
city.

Side-
walks.

sur remboursement avec intérêts, à certaines époques, ou aux frais des propriétaires riverains ou du côté opposé de la rue, de la place, de la voie de communication ou du chemin public, ou des propriétaires d'une partie de la municipalité, au moyen d'une taxe de répartition imposée sur ces propriétaires;".

S.R.,
c. 233,
a. 469,
am. pour
la cité.
Jeux de
boules,
etc.

4. Le paragraphe 3° de l'article 469 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

"3° Pour réglementer ou défendre les jeux de boules (pin-ball machines), les jeux de billards, trou-madame, quilles, poule et bagatelle, ainsi que l'établissement des salles de tir;".

S.R.,
c. 233,
a. 469,
am. pour
la cité.

5. L'article 469 de la Loi des cités et villes, tel que modifié, pour la cité, par l'article 47 de la loi 14 George VI, chapitre 103, est de nouveau modifié, pour la cité, de la manière suivante:

a) en remplaçant le paragraphe 14°a, par le suivant:

Restau-
rants am-
bulants,
etc.

"14°a Pour réglementer, limiter le nombre des restaurants, buffets, comptoirs, ambulants, ou qui ne sont pas immeubles, ou en interdire l'exploitation dans les limites de la cité; annuler leur permis ou licence de commerce en tout temps. Au cas d'annulation, la cité devra faire remise d'une partie du coût de la licence correspondant à la période restant à courir en vertu de ce permis;".

b) en remplaçant le paragraphe 22°a, par le suivant:

Ferme-
ture de
certains
commer-
ces.

"22°a Pour ordonner que pendant tout ou partie de l'année, les boutiques de barbier, les salons de coiffure, les salles de pool, de billards, de quilles, ou autres salles ou lieux d'amusement ainsi que les théâtres et les salles de danse et généralement tous les établissements de commerce, quelle que soit leur nature, dans la cité, soient fermés et restent fermés chaque jour ou quelque jour que ce soit de la semaine après les temps et heures fixés dans ce but par ledit règlement.

Idem.

Le règlement pourra ordonner la fermeture de l'une, de plusieurs ou de toutes ces catégories d'établissements et les heures de fermeture pourront être différentes suivant la catégorie, mais les heures et temps fixés par tel règlement ne

tain dates, or at the expense of the owners of the abutting property or of the owners of the property on the opposite side of the street, square or of public thoroughfare or road, or of the property-owners in part of the municipality, by means of a special assessment upon such property-owners;".

4. Paragraph 3 of section 469 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 469,
am. for
city.
Pin-balls,
etc.

"3. To regulate, or prohibit pin-ball machines, billiards, pool, pigeon-hole tables, bagatelle boards, ten-pin alleys, bowling alleys, and shooting galleries;".

5. Section 469 of the Cities and Towns Act, as amended, for the city, by section 47 of the act 14 George VI, chapter 103, is again amended, for the city, in the following manner:

a. by replacing paragraph 14a, by the following:

"14a. To regulate and limit the number of itinerant restaurants, buffets or bars, or which are not immovable, or to prohibit the operating thereof within the city limits; or to cancel their permits or business licenses at any time. In case of cancellation, the city shall remit a portion of the cost of the license corresponding to the period remaining unexpired under such permit;".

Itinerant
restau-
rants, etc.

b. by replacing paragraph 22a, by the following:

"22a. To order that during the whole or part of the year, barber shops hair-dressing parlors, pool rooms, billiard rooms, bowling alleys, or other rooms or places of amusement as well as theatres and dance-halls and generally all commercial establishments of any nature whatever, in the city, be and remain closed every day or any day of the week after the time and the hours fixed for such purpose by the said by-law.

Closing of
certain
trades.

The by-law may order the closing of any or of several or of all such categories of establishments and the closing-times may be different according to category, but the hours and times fixed by such by-law shall not be earlier than six o'clock

Idem.

doivent pas être plus tôt que six heures du soir ni plus tard que sept heures du matin, excepté une journée par semaine alors que la fermeture pourra être plus tôt que six heures du soir, ou toute la journée certains jours.

Hôtels,
etc.

Tel règlement ne devra pas affecter tous hôtels, tavernes, ou endroits licenciés pour la vente des liqueurs alcooliques, ni venir en contravention avec la loi fédérale ou provinciale de l'observance du dimanche.

Interpré-
tation:

Pour les fins du présent article, le conseil pourra définir les mots "fermer" et "fermeture" comme devant signifier la cessation de toutes opérations commerciales dans les établissements tenus à cette fin et s'il s'agit de jeux leur discontinuation, et dans tous les cas, l'expulsion de tout client ou joueur à l'heure fixée pour la fermeture par le règlement;".

in the evening nor later than seven o'clock in the morning, except for one day of the week when the closing time may be earlier than six o'clock in the evening, or for the whole day on certain days.

Such by-law shall not affect any hotel, tavern or places licensed for the sale of alcoholic liquor, nor come into conflict with the Federal or Provincial law respecting Sunday observance.

Hôtels,
etc.

For the purpose of this section the council may define the words "closed" and "closing" as meaning the cessation of all commercial operations in establishments kept for such purpose and, in the case of game, their discontinuance, and in all cases, the expulsion of all customers or players at the closing hour fixed by the by-law;".

Interpre-
tation.

S.R.,
c. 233,
s. 488,
remp.
pour la
cité.

6. L'article 488 de la Loi des cités et villes tel que remplacé, pour la cité, par l'article 48 de la loi 14 George VI, chapitre 103, et par l'article 7 de la loi 14-15 George VI, chapitre 79, est de nouveau remplacé, pour la cité, par le suivant:

6. Section 488 of the Cities and Towns Act, as replaced, for the city, by section 48 of the act 14 George VI, chapter 103, and by section 7 of the act 14-15 George VI, chapter 79, is again replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 488,
replaced
for city.

Immeu-
bles im-
posables.

"488. Les immeubles imposables dans la municipalité, comprennent les terrains, les constructions et les usines qui y sont érigés et toutes améliorations qui y ont été faites, de même que les machineries et accessoires qui sont immeubles par destination ou qui le seraient, s'ils appartaient au propriétaire du fonds. La valeur réelle du tout est portée au rôle d'évaluation au nom du propriétaire du fonds; mais si ce dernier prouve aux estimateurs que des machineries ou accessoires ont été placés par un locataire ou autre occupant, la valeur de ces machineries et accessoires est portée au nom du locataire ou occupant qui le possède et qui, à cet égard, est traité comme un propriétaire d'immeubles imposables.

"488. The taxable immoveables in the municipality shall comprise lands, constructions and workshops erected thereon and all improvements made thereto as well as machinery and accessories which are immovable by destination or which would be so if they belonged to the owner of the real property. The actual value of the whole shall be entered in the valuation roll in the name of the owner of the ground; but, if the latter prove to the assessors that machinery or accessories have been installed by a tenant or other occupant, the value of such machinery and accessories shall be entered in the name of the tenant or occupant possessing them who, in this respect, shall be treated as an owner of taxable immoveables.

Taxable
immove-
ables.

Machine-
ries, etc.

La cité, peut par règlement approuvé par les électeurs propriétaires fonciers, en nombre et en valeur, déclarer non imposables les machineries et leurs accessoires placés dans les usines et servant à leur exploitation, quel que soit le propriétaire de ces machineries et accessoires.

The city may, by by-law approved by the electors owning immovable property, in number and in value, declare that machinery and accessories placed in workshops and used in their operation shall be non taxable whoever may be the owner of such machinery and accessories.

Machin-
ery, etc.

Terres en culture.

En établissant la valeur des terrains employés pour fins agricoles, il est tenu compte de la valeur de ces terrains pour fins agricoles seulement, sauf la partie aboutissant aux rues et aux chemins, jusqu'à la profondeur ordinaire des lots à bâtir dans la cité, laquelle lisière de terre doit être évaluée suivant sa valeur réelle qu'elle soit cadastrée en lots ou non.

Nouvelles industries.

La cité peut, par règlement approuvé par les électeurs propriétaires fonciers, en nombre et en valeur, établir pour fins de taxation municipale seulement des nouvelles industries l'évaluation des immeubles nécessaires à leur exploitation, comprenant les terrains, constructions, usines, machineries et accessoires, qui sont immeubles par destination ou qui le seraient s'ils appartenaient aux propriétaires du fonds ainsi que toutes les améliorations qui ont été faites, à une somme pas moindre de cinquante-cinq pour cent de leur évaluation municipale en vigueur chaque année.

Limite.

Aucune industrie ne pourra bénéficier de cette fixation pour une période de plus de dix ans à compter de la date de la mise en force du règlement.

Machineries, etc., de nouvelles industries.

Nonobstant le troisième alinéa, la cité peut, par règlement approuvé par la majorité des membres du conseil, et subordonné à l'approbation de la Commission municipale de Québec, exempter totalement ou partiellement pour fins de taxation municipale seulement des nouvelles industries, les machineries et accessoires leur appartenant, servant à leur exploitation, qui sont immeubles par destination ou qui le seraient, s'ils appartenaient au propriétaire du fonds, et ce pour une période n'excédant pas cinq ans à compter de la date de la mise en force du règlement."

Pension autorisée.

7. La cité de Saint-Jérôme, en considération de l'état de services de Joseph Chartrand qui siège comme échevin depuis quinze ans, lui paiera une pension annuelle, incessible et insaisissable, de huit cents dollars sa vie durant, sauf toutefois pendant la période où il occupera cette charge.

Paiement.

Ladite pension sera payable d'avance, par versements mensuels, égaux, le premier de chaque mois à partir du premier

In establishing the value of the lands used for agricultural purposes, account shall be taken of the value of the said land for agricultural purposes only, except such portion abutting on streets and roads to the ordinary depth of building lots in the city, which strip of land shall be valued according to its real value whether divided into lots or not.

Farm lands.

The city may, by by-law approved by the electors who are owners of real estate, in number and in value, establish for purposes of the municipal taxation only of new industries, the valuation of the immoveables necessary for their operation including the land, constructions, plant, machinery and accessories which are immoveable by destination or which would be so if they belonged to the owner of the real property, as well as all improvements which have been made thereto, at a sum not less than fifty-five per cent of their municipal valuation in force each year.

New industries.

No industry may benefit by such fixing of valuation for a period of more than ten years from the date of the coming into force of the by-law.

Limit.

Notwithstanding the third paragraph, the city may, by by-law approved by the majority of the members of the council, and subject to the approval of the Quebec Municipal Commission, exempt in whole or in part for purposes of the municipal taxation only of new industries, the machinery and accessories belonging thereto, used for their operation, which are immoveable by destination or which would be so if they belonged to the owner of the real property, and this for a period not exceeding five years from the date of the coming into force of the by-law."

Machinery, etc., of new industries.

7. The city of Saint-Jérôme shall pay to Joseph Chartrand who has held the office of alderman for fifteen years, in consideration of his services, an annual pension, not transferable and unseizable, of eight hundred dollars, during his lifetime, except however during any period of time during which he will fill this office.

Pension authorized.

The said pension shall be payable in advance, by equal monthly instalments, the first of each month, beginning the

Payment.

mois suivant la fin de l'exercice de sa charge d'échevin.

first month following the cessation of tenure of his office as an alderman.

S.R.,
c. 233,
a. 531,
remp.
pour la
cité.

Subdivi-
sions non
enregis-
trées.

8. L'article 531 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant:

8. Section 531 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 531,
replaced
for city.

"531. Tant que la subdivision d'une propriété n'a pas été enregistrée au bureau de la division d'enregistrement où cette propriété est située, les estimateurs peuvent l'évaluer comme un seul immeuble, sans tenir compte de la subdivision, et il est loisible à la municipalité de prélever la taxe sur la totalité ou sur les parties de cette propriété; si, au contraire, la subdivision a été enregistrée, il est du devoir des estimateurs d'évaluer en bloc la propriété et séparément chacun des lots subdivisés.

"531. Whenever the subdivision of any property has not been registered in the registry office for the registration division within which such property is situated, the assessors may assess it as a whole, without taking any notice of the subdivision, and the corporation may levy the tax on the whole or on any part of such property; but if a subdivision thereof has been registered, the assessors shall assess such property as a whole and each subdivided lot separately.

Unreg-
istered
subdivi-
sion.

Condition
d'impo-
sition.

La taxe est imposée sur la propriété comme un seul immeuble mais elle sera imposée sur un lot subdivisé suivant son évaluation lorsque:

The tax shall be imposed on the property regarded as a single immovable but it shall be imposed on a subdivided lot according to its valuation when:

Condition
to impose.

a) le propriétaire qui a fait la subdivision le vend, ou

a. the proprietor who made the subdivision sells such lot, or

b) le permis de construction de bâtisses sur tel lot subdivisé est accordé par le conseil, ou

b. the building permit for such subdivided lot is granted by the council, or

c) lorsque les services publics d'aqueduc et / ou d'égouts sont fournis à ce lot."

c. whenever such lot is provided with public aqueduct and / or sewer services."

Entrée en
vigueur.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

9. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.